



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

24/09/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 298 du 24 septembre 2026.**

ÉDITO

Le 29 septembre : une grève salubre qui devrait s'élargir !

Il faut, annonce Lecornu, trouver 54 milliards pour un budget 2027 de super austerité et immédiatement toutes les grenouilles médiatiques et politiciennes entament le concert des : " *il faut se serrer la ceinture* " ! Évidemment ils ont en vue la seule ceinture des salariés actifs et retraités. Le capital, les marchés sont quant à eux, des dieux inaccessibles, dont ils sont les grands prêtres, et qui chatouillés, pourraient déclencher leurs foudres. Pourtant une question n'est jamais abordée par les chiens de garde du capital : qui crée les richesses ? C'est eux, les capitalistes ou c'est nous, les travailleurs salariés ? La réponse est pourtant simple s'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de richesse ! C'est pourquoi la raison de leur peur c'est la lutte menée avec détermination et unité de classe. Leur inquiétude c'est que de moins en moins de travailleurs croient à leurs balivernes et cherchent, plus ou moins confusément, des issues à la situation s'aggravant pour eux avec des salaires en berne, des boîtes qui ferment, la précarité, des conditions de travail et de vie se détériorent. Le 29 septembre les appels à la lutte se multiplient, traduisant le malaise profond qui s'installe. Il est maintenant temps, grand temps de passer à la vitesse supérieure par un tous ensemble et en même temps. Pour cela les confédérations syndicales doivent rompre avec l'attentisme et la CGT sortir d'un intersyndicalisme sans principe que celui de ménager le capital et se placer résolument sur le terrain de classe pour entraîner le mouvement.

Sommaire :

Luttes

- **UFSE-CGT : une préparation active du 29 septembre**
- **FNIC-CGT : 29 septembre le combat de tous !**
- **La CGT cheminots appelle à l'action le 29 septembre avec les fonctionnaires et les agents des services publics**
- **La CGT-RATP : un appel à la lutte**
- **Commerce : un appel à l'action**
- **La CGT des marins et officiers de la marine marchande appelle à rejoindre la grève organisée le 29 septembre**
- **Comité des syndicats Ville de Paris - Préavis de grève pour le 29 septembre 2026**
- **Retraités CGT Paris : un appel au 29 septembre**
- **29 septembre : le premier syndicat du spectacle vivant alerte sur l'état du secteur culturel**
- **GXO Montbartier (Tarn et Garonne), les salariés se mobilisent pour leurs salaires et leurs conditions de travail**
- **Action des personnels du CEA le 17 septembre**
- **Inspection du travail : les inspecteurs ne sont pas des petits soldats**
- **Un rassemblement contre le projet de construction de drones militaires à l'usine Renault du Mans**
- **Grève chez TotalEnergies le 8 octobre 2026**
- **Des centaines de travailleurs rassemblés le 22 septembre devant le siège de Sodexo**
- **Concentrix (Compiègne) : la répression doit cesser**

- *Brico Dépôt Saint-Herblain (Loire-Atlantique) appel à la grève le 26 septembre*
- *AFPA : 30 centres fermés et 967 suppressions d'emplois*
- *Keolis Grand Paris Seine Orly : le tribunal donne raison à la CGT sur le droit de grève*
- *SFR : Appel à la grève le 24 septembre*
- *22 septembre : grève au Muséum National d'Histoire naturelle de Paris*
- *Un mouvement de grève des agents de conduite de Saint-Étienne a fortement perturbé le trafic ferroviaire*
- *Grève chez Cartonboard à La Rochette (Savoie)*
- *Grève à l'Imperator à Nîmes*
- *Les salariés de l'établissement médico-éducatif de Quimperlé dénoncent leurs conditions de travail*
- *Les salariés de William Saurin mobilisés contre la fermeture*
- *Les personnels du Crous en grève pour dénoncer les cadences « infernales » avec la généralisation du repas à un euro*
- *Les syndicats d'Altygo appellent à la grève*
- *Usine Stellantis de Rennes : la CFDT reste le premier syndicat du site mais perd la majorité absolue*
- *La colère monte à Feuquières chez Saverglass*
- *Fermeture de la cimenterie de Ranville*

Dossiers ; Économie

- *Le médicament n'est pas une marchandise : reprenons le contrôle*
- *Baromètre 2025 de l'UGICT-CGT sur les opinions et les attentes des cadres*
- *Mise sur pause des projets de giga-factory*
- *Le commerce mondial en crise : l'OMC tire le signal d'alarme*
- *Patrick Martin (Medef) veut que les premiers jours d'arrêt maladie ne soient plus payés*
- *Compte personnel de formation : les salariés devront payer jusqu'à 350 euros de malus*
- *La carotte du Medef*

International ; Solidarité internationaliste

- *Catalogne : rentrée scolaire marquée par des grèves*
- *Séoul : grève des chauffeurs de bus*
- *Le groupe parlementaire européen du Parti communiste de Grèce (KKE) a vivement critiqué le discours sur l'état de l'Union prononcé par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen*
- *Venezuela le point de vue des communistes*
- *Syndicats britanniques : appel au boycott des produits israéliens*
- *Japon : manifestations contre la militarisation*
- *Les salariés allemands de l'automobile en grève*
- *Argentine : La "Marche de la colère"*

Luttes

UFSE-CGT : une préparation active du 29 septembre

L'Union Fédérale des Syndicats de l'État prépare activement l'action de grève et de manifestation du 29 septembre. De nombreuses manifestations auront lieu en France et l'UFSE-CGT tient à jour une carte de ces manifestations il est possible de la consulter sur leur site¹.

FNIC-CGT : 29 septembre le combat de tous !

Le 29 septembre, les agents de la fonction publique et des services publics sont appelés à la grève pour les salaires contre l'austérité et la défense du service public. Ce combat est le combat de tous. La FNIC-CGT lance cet appel en s'adressant aux salariés, soulignant : les services appartiennent à celles et ceux produisant les richesses du pays. Disant non à l'économie de guerre et oui à l'économie sociale, la FNIC-CGT appelle à participer aux manifestations du 29 septembre.

La CGT cheminots appelle à l'action le 29 septembre avec les fonctionnaires et les agents des services publics

Dans un communiqué du 10 septembre², la CGT-Cheminots appelle à l'action le 29 septembre dans le cadre de ce qu'elle nomme : "journée de lutte interprofessionnelle". Dans l'introduction du communiqué, la Fédé souligne : " L'été 2026 a mis en exergue des décennies de choix politiques mortifères pour les services publics. De la Sécurité Civile à la situation sanitaire et sociale dans les hôpitaux ou encore dans les chemins de fer, les politiques d'austérité conduisent nos services publics au bord du précipice ! " dans sa conclusion, le communiqué appelle à la lutte : " En effet, ce que vivent les cheminot·e·s, les hospitalier·e·s, les pompier·e·s, les agent·e·s des finances

publiques et des collectivités n'est pas une somme de crises sectorielles : c'est un choix politique unique, celui d'un budget 2027 annonçant, une nouvelle fois, des coupes sévères dans l'engagement financier public.

C'EST POURQUOI LA CGT CHEMINOTS APPELLE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS À AGIR LE 29 SEPTEMBRE PROCHAIN ET À S'INSCRIRE MASSIVEMENT DANS LES ACTIONS QUI SERONT DÉCIDÉES EN TERRITOIRE À L'APPEL DES SYNDICATS CGT. "

La CGT-RATP : un appel à la lutte

La CGT-RATP a déposé un préavis de grève illimitée pour l'ensemble des personnels, de la RATP à partir du lundi 28 septembre à 19 h. La CGT met en avant la question des salaires mais aussi :

- les conditions de travail et les effectifs ;
- la charge de travail et les réorganisations ;
- son opposition à la mise en concurrence du réseau francilien.

Commerce : un appel à l'action

La fédération CGT du commerce et des services note la mobilisation et les appels à la grève dans plusieurs secteurs professionnels. Pour elle, les revendications sont urgentes et ne sont pas cloisonnées. Elles concernent tous les salariés quel que soit le secteur d'activité, aussi appelle-t-elle à l'action et à la grève le 29 septembre pour :

- L'augmentation des salaires et des pensions
- La défense de la sécu
- L'égalité professionnelle homme Femme
- Les conditions de travail
- Des services publics accessibles à tous

La CGT des marins et officiers de la marine marchande appelle à rejoindre la grève organisée le 29 septembre

La Fédération des officiers de la marine marchande et la Fédération nationale des syndicats maritimes CGT appellent les salariés assurant des missions de service public à se joindre au mouvement de grève prévu le 29 septembre prochain. Ce mouvement est organisé avant la présentation du projet de loi finance 2027, pour défendre le service public et réclamer une revalorisation des salaires.

S'ajoutant à la question du budget 2027 la CGT rappelle son engagement à défendre le pavillon français premier registre pour les ferries et le remorquage. Elle est déterminée à lutter contre la Commission européenne qui veut remettre en cause [ce pavillon] pour le maintien du droit social français dans les ports, la sécurité et la sûreté maritime et la continuité des missions de service public.

Comité des syndicats Ville de Paris - Préavis de grève pour le 29 septembre 2026

Le comité des syndicats CGT ville de Paris dépose un préavis de grève³ couvrant l'ensemble des personnels de la ville de Paris et des administrations annexes pour la journée du mardi 29 septembre 2026 à partir de 00H00, pouvant aller de 55 minutes (à partir du début ou fin de service à 24H00) à la journée et appelle l'ensemble des agents à cesser le travail afin d'exprimer leurs revendications en matière de conditions de travail et de rémunérations.

Monsieur le Maire, les neuf syndicats CGT Ville de Paris, réunissant 180 délégués en commissions exécutives élargies ce 08 septembre 2026, ont décidé d'une première journée d'action et de lutte le mardi 29 septembre 2026 en lien avec l'appel de notre Fédération CGT des Services Publics.

Retraités CGT Paris : un appel au 29 septembre

Dans un tract intitulé : " *Pourquoi nous soutenons la journée d'action de la fonction publique*", la fonction publique rappelle l'USR CGT de Paris est depuis 1945 un bien commun remis en cause en particulier avec l'attaque contre le statut. Pour toutes ces raisons l'USR appelle les retraités à se joindre aux manifestations qui seront organisées le 29 septembre.

29 septembre : le premier syndicat du spectacle vivant alerte sur l'état du secteur culturel

Le Syndeac, premier syndicat du spectacle vivant public, rassemble quelque 580 adhérents, dont 300 compagnies. Cet été, il a enregistré un nombre record d'adhésions.

La ministre de la Culture, Catherine Pégard a prôné des économies «au cas par cas» pour les structures du spectacle vivant public, alors que Sébastien Lecornu a demandé quelques jours plus tôt un effort budgétaire global de 54 milliards d'euros. Il a rejoint l'appel à la grève de l'Intersyndicale, le 29 septembre.

GXO Montbartier (Tarn et Garonne), les salariés se mobilisent pour leurs salaires et leurs conditions de travail



La mobilisation se poursuit à l'entrepôt GXO de Montbartier, celui-ci assure notamment l'activité logistique d'Action. Face aux difficultés rencontrées dans l'entreprise et à l'absence de réponses satisfaisantes de la direction, 190 salariés sur 250 ont décidé de se mobiliser par la grève. Cette mobilisation massive a conduit à la décision d'engager une grève reconductible. Après de nombreuses initiatives portées par le syndicat CGT dans les instances représentatives du personnel, la direction reste, selon les représentants des salariés, sourde aux revendications exprimées.

Des salariés fortement sollicités, depuis plusieurs mois, et notamment durant toute la période estivale, ont assuré la continuité de l'activité malgré une charge de travail plus importante avec des difficultés d'organisation et des conditions de travail particulièrement exigeantes. Les épisodes de fortes chaleurs ont également rendu les conditions de travail encore plus difficiles.

Pour les salariés mobilisés, leur engagement et leurs efforts ne peuvent pas devenir une variable d'ajustement permettant à l'entreprise d'atteindre toujours davantage d'objectifs. Ils dénoncent notamment des objectifs considérés comme difficiles, voire impossibles, à atteindre et un système qui pourrait avoir pour conséquence de peser directement sur leur rémunération. Ils mettent également en cause un mode de management fondé sur la pression et la crainte.

A travers cette mobilisation, les salariés portent plusieurs revendications :

- Une augmentation générale des salaires ;
- Le retrait du projet de prime ;
- La défense de la santé et des conditions de travail ;
- L'arrêt des pressions exercées sur les salariés ;
- La fin d'un management fondé sur la peur et la pression.

Au-delà des revendications salariales, la mobilisation pose donc également la question des conditions dans lesquelles le travail est effectué et de la reconnaissance de l'engagement des salariés (CDI et Intérimaires).

Pour soutenir les salariés de GXO Montbartier, un appel a été lancé à l'ensemble des syndicats et des syndiqués du Tarn-et-Garonne afin qu'ils rejoignent le piquet de grève. Un tractage doit être organisé afin d'informer les salariés travaillant sur la zone et la population afin de contribuer à élargir la mobilisation. La grève étant reconductible, d'autres initiatives et actions sont susceptibles d'être organisées dans les prochains jours. Les informations concernant la poursuite du mouvement seront communiquées au fur et à mesure.

La mobilisation des salariés de GXO rappelle une réalité essentielle : derrière les objectifs de productivité et les chiffres de l'activité, il existe des femmes et des hommes dont le travail permet chaque jour à l'entreprise de fonctionner. La question posée aujourd'hui est celle de la reconnaissance de ce travail, à travers les salaires, les conditions de travail et le respect des salariés.

Action des personnels du CEA le 17 septembre

Le jeudi 17 septembre, environ 1.300 salariés du CEA se sont mobilisés sur plusieurs centres à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC et UNSA. A Grenoble, Saclay, Cadarache, Marcoule, Valduc, Le Ripault et Fontenay-aux-Roses, des assemblées générales se sont tenues afin d'exiger une véritable revalorisation des salaires. Depuis 2009, la valeur du point est gelée, entraînant une perte importante de pouvoir d'achat pour les salariés. Face à la fin de la concertation annoncée par la Direction, les revendications sont claires : revalorisation de la valeur du point, remise à niveau des salaires et reconnaissance des carrières.

Inspection du travail : les inspecteurs ne sont pas des petits soldats

Selon le journal *Le dauphiné*⁴ : " Pour le onzième jour consécutif, un mouvement de grève touche la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Isère, alors que Japon : manifestations contre la

militarisation deux de ses inspecteurs, Pierre et Benoît, sont sous la menace de sanctions. Face à la crise secouant l'institution, l'inspection générale des affaires sociales a été dépêchée à Grenoble ce lundi [21 septembre]"

La CGT dénonce la procédure disciplinaire engagée contre deux inspecteurs du travail de l'Isère. Au-delà de leur situation, elle alerte sur la multiplication des atteintes aux libertés syndicales et sur la remise en cause des missions de l'inspection du travail. Selon la CGT⁵ : *" Derrière le cas de Pierre et Benoît, c'est la conception même du métier d'inspecteur du travail qui est en jeu. Les deux agents se sont opposés à ce qu'ils considèrent comme des détournements des missions de l'Inspection du travail. Ils contestent notamment la participation des agent-es à des opérations relevant de politiques migratoires ou de sécurité, qu'ils jugent éloignées de leur mission première, celle de veiller au respect du droit du travail et de protéger les salarié-es."*

Il est clair au vu des faits rapportés dans pas mal de boîtes et de profession que les pressions sur les salariés et tout particulièrement sur les syndicalistes qui se battent visent à affaiblir la résistance et la lutte organisée des travailleurs. Le patronat, son État et les politiciens à son service ont pour objectif de renforcer l'exploitation capitaliste. ils ont besoin pour cela d'un silence généralisé dans les rangs. C'est pourquoi, la lutte pour les droits des travailleurs, les libertés syndicales doivent être défendues comme la prune de nos yeux.

Un rassemblement contre le projet de construction de drones militaires à l'usine Renault du Mans

À l'occasion de la journée internationale de la paix, la CGT a organisé le 21 septembre un rassemblement devant les grilles de l'usine Renault du Mans afin de dénoncer le projet de construction de drones militaires dont la production doit commencer en 2027. Une centaine de salariés ont participé. Si la CGT s'oppose à ce projet de militarisation de la production de Renault, FO, la CFDT et la CFE-CGC y sont favorables. Au dernier CSE extraordinaire de février FO a voté pour le projet mais la CFDT et la CFE-CGC se sont abstenues. La position de la CGT a conduit les voix bellicistes à attaquer la CGT l'accusant de sabotage et de défaitisme. Les *habituels chiens de garde* de l'impérialisme français aboient pour faire condamner les salariés qui refusent l'engrenage vers la guerre impérialiste. Les salariés se battant contre les fauteurs de guerre doivent être défendus fermement car n'en doutons pas la pression va augmenter. La réunion organisée par Macron avec les partis politiques et les candidats à la présidentielle vise à préparer les esprits à une répression accrue.

Grève chez TotalEnergies le 8 octobre 2026

Une grève est annoncée chez TotalEnergies le jeudi 8 octobre 2026, à l'appel de la CGT, sur tous les sites du groupe, avec des effets possibles sur les raffineries, les dépôts et certaines stations service du réseau. Le syndicat dénonce la dégradation des conditions de travail et de l'emploi, des effectifs sous tension, et aussi la perte de pouvoir d'achat.

Des centaines de travailleurs rassemblés le 22 septembre devant le siège de Sodexo

Selon la Fédé CGT du commerce⁶, des centaines de salariés se sont rassemblés le 22 septembre devant le siège de Sodexo. Les salariés s'opposent au projet de suppression de 1 097 postes en France. Les chiffres détaillés communiqués par la presse font état de 963 suppressions dans le cadre du PSE, auxquelles s'ajoutent 134 postes au siège.

Concentrix (Compiègne) : la répression doit cesser

Dans un communiqué la FAPT-CGT, la FAPT-CGT de l'Oise et l'UD-CGT de l'Oise dénoncent la répression syndicale contre la secrétaire de la section CGT de Concentrix, secrétaire du CSE, dirigeante du Syndicat CGT FAPT de l'Oise et de l'UD CGT de l'Oise, et membre du Bureau fédéral de la FAPT-CGT. Cette procédure de licenciement n'est pas la première, en 2016, lorsqu'elle était déléguée syndicale CGT chez Webhelp Compiègne, une demande de licenciement n'avait pas abouti après un refus d'autorisation de licenciement par l'Inspection du travail. Les organisations CGT signataires du communiqué estiment qu'au travers de cette action de la direction : *"La CGT et la capacité des salariés à s'organiser, à revendiquer et à défendre leurs droits sont visées."* La direction de Concentrix doit immédiatement mettre un terme à cette procédure et respecter pleinement les droits syndicaux et les représentants du personnel. La CGT FAPT, l'UD CGT Oise et le Syndicat CGT FAPT Oise appellent l'ensemble des salariés, des syndiqués, des militants, des organisations syndicales à se mobiliser pour faire respecter le droit de revendiquer.

Brico Dépôt Saint Herblain (Loire Atlantique) appel à la grève le 26 septembre

Les salariés du magasin Brico Dépôt de Saint-Herblain sont appelés à se mobiliser et à participer à la grève du samedi 26 septembre 2026.

Cette mobilisation est l'occasion de faire entendre collectivement les revendications, en particulier salariales et de défendre les conditions de travail et les droits. Il s'agit d'un grève nationale appelée par la CGT commerce et des services.

AFPA : 30 centres fermés et 967 suppressions d'emplois

Le conseil d'administration et le CSE central de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) ont avalisé, ce 15 septembre, le plan social proposé par le directeur de l'établissement public pour revenir à l'équilibre d'ici 2029. Lequel plan comprend la fermeture de 30 centres et la suppression de 867 emplois. Un rassemblement a été organisé toute la journée du 15 septembre devant la tour du siège social, place Aimé-Césaire, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Il a réuni les militants de l'intersyndicale (CGT, FO, Sud) et la CGC.

Keolis Grand Paris Seine Orly : le tribunal donne raison à la CGT sur le droit de grève

Après le transfert de l'exploitation des lignes de bus RATP, le 1^{er} Août 2026 pour le compte de la société KEOLIS, les salariés se sont mobilisés le 10 septembre derniers. L'ouverture à la concurrence voulue par l'autorité publique du transport en commun, Île de France Mobilité, a dégradé les conditions de travail et la qualité du service pour ses usagers. Cinq cent grévistes, soit les deux tiers des salariés soutenus par les collègues du tramway T9, et par des élus de la ville de Vitry-sur-Seine ont eu raison de leurs recours en justice contre KEOLIS contestant la légitimité de l'action syndicale et menaçait les salariés grévistes de sanction! La lutte a généré une forte mobilisation ce qui a permis d'aboutir à une victoire des salariés. Dans un communiqué du 15 septembre⁷, la Fédé des transports Fédération se félicite de l'ordonnance rendue le 14 septembre 2026 par le tribunal judiciaire de Créteil. Cette décision constitue un sérieux rappel à l'ordre pour KGPSO – KEOLIS Grand Paris Seine Orly ayant choisi de contester la légitimité de l'action syndicale de la CGT et de faire peser des menaces sur les salariés souhaitant exercer leur droit constitutionnel de grève.

SFR : Appel à la grève le 24 septembre

Les trois syndicats du groupe de télécommunications SFR (CFDT, CFTC et Unsa) appellent à une grève le 24 septembre après-midi, insatisfaits des propositions du consortium pilotant le rachat de l'opérateur, ont indiqué mercredi deux d'entre eux à l'AFP, confirmant une information des Echos.

Après de longues négociations, le groupe Altice a conclu début juin un protocole d'accord afin de vendre SFR à ses trois concurrents, Bouygues Telecom, Iliad (Free), et Orange, pour un montant de 20,35 milliards d'euros, assorti d'un potentiel complément de prix pouvant atteindre 650 millions d'euros à la clôture de l'opération. Selon le représentant de la CFDT des milliers de salariés vont perdre leur emploi⁸.

22 septembre : grève au Muséum National d'Histoire naturelle de Paris



Le 22 septembre grève et rassemblement ont été au menu du MNHN de Paris. Les personnels ont ainsi marqué l'ouverture de l'exposition célébrant le quadricentenaire de l'établissement. Mais aujourd'hui les bas salaires, la dégradation des bâtiments, les mauvaises conditions de travail, la précarité minent les capacités du MNHN à accomplir ses missions. Face à cette situation dégradée pour les personnels, la contestation ne faiblit pas. Ainsi, après l'année 2025 ayant vu le début d'une longue grève des bibliothécaires l'action se prolonge et se développe. L'été caniculaire, vécu dans des conditions très difficiles vu l'état du bâti a encore amplifié le juste mouvement de contestation.

Un mouvement de grève des agents de conduite de Saint-Étienne a fortement perturbé le trafic ferroviaire

Le 21 septembre trois lignes étaient annoncées à l'arrêt :

- Saint-Étienne – Roanne
- Saint-Étienne – Le Puy-en-Velay
- Saint-Étienne – Montbrison

Il existe aussi des perturbations sur la ligne Saint Étienne-Lyon. Selon les syndicats, 95% de grévistes ont protesté contre une nouvelle organisation des services entraînant une amplitude horaire des journées de travail.

Grève chez Cartonboard à La Rochette (Savoie)

À l'appel de l'intersyndicale, les salariés de l'usine La Rochette Cartonboard se sont mobilisés le samedi 19 septembre pour une journée de grève et un blocage du site. Ils craignent de perdre leurs emplois et dénoncent une situation financière se dégradant. 260 salariés travaillent dans cette entreprise de cartonnerie.

Grève à l'Imperator à Nîmes

Les femmes de chambre de l'Imperator, emblématique hôtel cinq étoiles de Nîmes, se mobilisent depuis le vendredi 18 septembre pour de plus hauts salaires et de meilleures conditions de travail. Elles ont fait grève pendant la feria des vendanges. La CGT, les représentant, accuse la direction de l'hôtel d'avoir embauché quatre extras sous l'intitulé "équipier bar" pour remplacer les femmes de chambre, et donc, casser la grève. *"Alors que la direction refuse toujours d'engager une négociation sur leurs revendications, quatre contrats d'extra portant l'intitulé "équipier bar" ont été établis pour des personnes recrutées afin d'assurer l'entretien des chambres pendant le mouvement de grève"*, lit-on dans le communiqué du syndicat.

La CGT précise : *"Ces faits ont conduit notre organisation syndicale à saisir l'inspection du travail."* A la suite de l'intervention de la CGT trois inspecteurs du travail se sont rendus à l'Imperator le 22 septembre et ont demandé des explications à la direction sur la nature des recrutements. Une réunion de négociation était annoncée pour le 23 septembre.

Les salariés de l'établissement médico-éducatif de Quimperlé dénoncent leurs conditions de travail

Les salariés du Dame François-Huon, un établissement accompagnant des enfants et adolescents en situation de handicap à Quimperlé (Finistère), ont fait grève à l'appel de l'intersyndicale. Ils dénoncent leurs conditions de travail et un "management toxique" de la direction.

« Nous ne sommes pas que des exécutants », peut-on lire sur une pancarte installée devant le dispositif médico-éducatif. A l'appel de l'intersyndicale Sud Santé Sociaux, Force ouvrière et CGT : professionnels du paramédical, orthophonistes, ergothérapeutes, éducateurs spécialisés, techniques ou sportifs ont cessé le travail.

Les salariés de William Saurin mobilisés contre la fermeture

Depuis le 8 septembre, les ouvriers de l'usine de Lagny-sur-Marne sont mobilisés contre la fermeture programmée de leur site agroalimentaire, jugé vieillissant par la direction du groupe Cofigeo refusant d'investir. La direction de William Saurin n'est pas près d'oublier l'accueil des salariés ayant placé sur leur chemin un sanitaire avec un mot explicite "PSE de merde". Depuis l'annonce, de la fermeture en 2027 de l'usine historique à Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne), la colère des 142 salariés a explosé. Devant l'entrée, des croix ont été plantées symbolisant la mort de leurs emplois. Un petit cercueil surmonté de boîtes de choucroute et de cassoulet, les deux plats phares cuisinés sur place, est recouvert d'un t-shirt « RIP William Saurin ».

Les personnels du Crous en grève pour dénoncer les cadences « infernales » avec la généralisation du repas à 1 Euro

L'intersyndicale des personnels des restaurants universitaires a déposé un préavis de grève pour la journée du mardi 22 septembre. Elle dénonce le manque de moyen et des conditions de travail dégradées par la généralisation à tous les étudiants du repas à 1 € provoquant une surcharge des établissements. Les syndicats alertent déjà sur une dégradation des conditions de travail des personnels. L'intersyndicale FO-CFDT-UNSA a déposé la semaine dernière un préavis de grève pour dénoncer notamment des « *sous-effectifs chroniques* », des « *cadences infernales* », « *l'épuisement physique et mental des personnels* » ou encore des « *matériels, équipements et locaux insuffisants ou inadaptés* ».

Une mobilisation maintenue malgré l'annonce dimanche du ministre de l'Enseignement supérieur Philippe Baptiste d'augmenter le budget à 143 millions d'euros pour 2027.

L'intersyndicale réclame notamment la création immédiate de 500 emplois et des investissements en matériel, équipements, locaux et logistique.

De plus en plus d'étudiants fréquentent les restaurants universitaires avec la baisse du prix du repas à un euro.

Au niveau national, on enregistre 44 % d'augmentation de fréquentation dans les RU. C'est sensiblement le même pourcentage à Brest, le RU de Kergoat servait 300 à 400 repas chaque soir du lundi au jeudi. Aujourd'hui, c'est 700 à 800, avec le même personnel. Conséquence : parfois une heure à 2 heures d'attente pour manger...

Les syndicats d'Altygo appellent à la grève

La direction d'Altygo a engagé un plan de retour à l'équilibre faisant exploser le climat social. Jugeant les nouvelles organisations de travail incompatibles avec le soin des personnes polyhandicapées, les syndicats de l'association costarmoricaine ont déposé un préavis de grève pour le vendredi 25 septembre. Une grève inédite depuis 2014 dans cet acteur clé du médico-social costarmoricain.

L'équipementier automobile Sanden plan de départs volontaires en Ille-et-Vilaine

Située à Tinténiac, entre Rennes et Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), l'usine de production d'équipements automobiles Sanden est touchée par un plan de départs volontaires. L'entreprise fabrique des compresseurs mécaniques. Un

plan de rupture conventionnelle collective touche trente-deux postes de l'usine Sanden de Tinténac (Ille-et-Vilaine). « Le processus est en cours, les départs devraient se faire entre mi-novembre et mi-décembre », précise le directeur Bertrand Lefèvre. La décision survient dans un contexte de « concurrence low cost très agressive » sur un marché européen de l'automobile fragilisé et des réglementations se faisant attendre, dont l'"Industrial accelerator act", devant renforcer le "Made in Europe". Une nouvelle ligne de fabrication de compresseurs pour véhicules électriques était prévue pour la fin 2025, mais n'a jamais pu démarrer. Le groupe comptait sur un nouveau marché porté par Stellantis, finalement annulé. La ligne devrait toutefois être lancée en mai 2027.

Elle avait déjà fait un plan de départ en 2022, après le rachat du groupe japonais par l'entreprise chinoise Hisense.

Usine Stellantis de Rennes : la CFDT reste le premier syndicat du site mais perd la majorité absolue

Si la CFDT conserve sa place de premier syndicat de l'usine automobile de la Janais, à Chartres-de-Bretagne (35), au sud de Rennes à l'issue des élections professionnelles. Elle recule passant sous la barre des 51 %, la CFE-CGC progresse. (85 % de participation), la CFDT conserve sa place de premier syndicat du site automobile. Mais avec 43,5 % des voix, en baisse de cinq points, elle perd la majorité absolue depuis quatre ans, cela lui donnait la possibilité de signer seule des accords d'entreprise. Le syndicat obtient dix des 22 sièges du comité social et économique (CSE).

La colère monte à Feuquières chez Saverglass

Les ouvriers de Saverglass protestent contre les conditions de travail. L'entreprise, dont le siège est basé à Feuquières (Oise), a été rachetée en 2023. Aujourd'hui, les syndicalistes accusent l'entreprise de mener un plan social déguisé. La CGT de Saverglass a tenu une conférence de presse afin de dénoncer les mauvaises conditions de travail et la baisse constante des salaires.

Les employés en grève contre la fermeture de leur entreprise de plastique

Trente salariés de TK Accelis Plastics France à Mitry-Mory (Seine-et-Marne) étaient en grève. Ils dénoncent la cessation d'activité de la branche française.

Chasubles rouges sur le dos, drapeaux CGT fixés aux grilles : le mouvement social s'est installé, devant le siège de TK Accelis Plastics France, La colère porte sur la décision de cessation d'activité de la branche française. Une annonce jugée d'autant plus incompréhensible par les salariés qu'elle intervient quelques mois seulement après un changement de nom. Thyssenkrupp Plastics est ainsi devenu TK Accelis Plastics France à Mitry-Mory comme dans les cinq autres sites du pays.

Le délégué local CGT s'indigne : « les engagements formulés lors de cette transformation n'ont pas été tenus. » Selon lui, « la direction allemande avait laissé entendre que ce changement n'aurait pas de conséquences sur les emplois en France. Or, six mois plus tard, les salariés se retrouvent confrontés à une fermeture annoncée. » Le syndicaliste souligne également que « *des travaux avaient été réalisés et que de nouvelles machines de découpe venaient d'être livrées, ce qui renforce le sentiment d'une décision brutale et contradictoire.* »

L'inventaire organisé ce jour-là par l'entreprise n'a donc pas empêché la mobilisation, les salariés souhaitant afficher leur solidarité avec l'ensemble des sites français menacés.

Cette stratégie contraste avec l'entrée en Bourse de l'entreprise, perçue par le syndicat « comme une opération destinée à valoriser les actions alors que l'activité resterait rentable. »

Le mouvement vise à défendre l'emploi, mais aussi le maintien d'une activité industrielle en France. Les salariés réclament avant tout le maintien des emplois et leur site industriel.

Fermeture de la cimenterie de Ranville

Une grève a démarré à la cimenterie de Ranville (Calvados). Plusieurs syndicats (CGT - FO - CFDT et CFE-CGC) se mobilisent devant le site industriel dénonçant sa fermeture programmée en 2028. 87 emplois sont menacés. Une action traduisant une immense colère. L'écœurement est grand depuis l'annonce la semaine dernière du groupe Heidelberg Materials France de fermer cette cimenterie. Cette action a lieu à la veille de la première réunion avec la direction du groupe Heidelberg Materials France concernant le Plan de Sauvegarde de l'Emploi : une réunion de négociations à proprement parlé, mais plutôt de se mettre d'accord sur le calendrier des 18 mois à venir et de la façon dont le PSE va se mettre en place. Heidelberg Materials France (625 millions d'euros de chiffre d'affaires, 2300 salariés), la filiale française du groupe allemand a dévoilé son plan de restructuration de son dispositif industriel avec la fermeture envisagée du site de Ranville (87 salariés) dans le Calvados. À l'échelle du groupe mondial Heidelberg Materials, l'exercice 2025 s'est soldé par des résultats record incluant un chiffre d'affaires de 21,5 milliards d'euros (+1 %) et un résultat des activités courantes (RCO) en hausse de 6 % à 3,4 milliards d'euros

Le médicament n'est pas une marchandise : reprenons le contrôle

La FNIC-CGT publie un document particulièrement intéressant consacré aux médicaments et à l'industrie pharmaceutique⁹ : " *Le médicament n'est pas une marchandise : reprenons le contrôle* ". Ce document met en lumière comment le système pharmaceutique mondial dominé par de grands monopoles capitalistes a transformé les médicaments en actifs financiers et avec l'aide des États pillent les systèmes de protection sociale entièrement financés par les richesses produites par les salariés. Ce document conclut par la nécessité de rompre avec la logique capitaliste, autant dire un appel vigoureux à la lutte anti-capitaliste.

Baromètre 2025 de l'UGICT-CGT sur les opinions et les attentes des cadres

La question des salaires et du pouvoir d'achat est le point le plus saillants du baromètre¹⁰, redevenant la priorité des cadres. Ainsi, 65 % des cadres placent leur salaire comme priorité dans leur travail, soit 12 points de plus par rapport à 2018. La charge de travail explose, les directions n'embauchent pas afin d'y faire face. Leur charge de travail a augmenté par rapport à 2024, estiment 60% des cadres. La question de l'emploi est aussi prise très au sérieux, 31% des cadres craignent d'être confrontés à des réorganisations ayant des incidences sur l'emploi. L'assurance chômage ne les protège pas suffisamment estiment 39%. 69% se disent opposés à la réforme des retraites et 73% sont contre la baisse du financement de notre système de protection sociale pour financer le réarmement. Concernant l'IA, 48% pensent que l'introduction de l'IA dans le monde professionnel est une avancée et 42% l'utilisent déjà.

Mise sur pause des projets de giga-factory

Le projet de créer une filière européenne de la batterie se révèle ambitieux et coûteux pour les entrepreneurs, dont le milliardaire V. Bolloré.

Dans le contexte actuel, le défi semble risqué dans le secteur de la mobilité électrique et de technologie qui est encore nouveau. En effet, la performance des batteries et leur conformité oblige les entrepreneurs à revoir leur projet et chercher de nouveaux investisseurs, voir même d'importer des batteries de Chine ou de Corée.

L'élan de construction d'usine de batteries a été arrêté net sur deux sites avec pour conséquence des suppressions d'emploi et des perspectives de travail mis en suspend pour le moment.

La conjoncture actuelle avec une crise économique probable, l'instabilité des nouveaux marchés, les guerres en cours et l'inflation génère des coûts et des risques qui font reculer les entrepreneurs dans leurs projets au détriment des salariés qui restent dans une situation précaire.

Le commerce mondial en crise : l'OMC tire le signal d'alarme

Depuis 1949 le commerce mondial est passé de 16% du PIB mondiale à 60 % (ou pour le dire autrement de 60 milliards de dollars à 35 000 milliard de dollars) mais aujourd'hui l'OMC (166 pays membres) tire le signal d'alarme. Les prévisions de l'organisme ne sont pas bonnes : plusieurs scénarios pourraient conduire à une baisse du PIB mondial (entre moins 5 et moins 7 %) dans les prochaines années si les pays s'engagent dans des mesures de protectionnisme (à l'instar de Trump). L'OMC reconnaît les inégalités et les problèmes engendrés par le commerce mondialisé mais selon elle, la solution se trouverait dans une augmentation de l'épargne américaine pour rééquilibrer en partie la balance face à la Chine, et, bien sûr, dans toujours plus de libre échange.

Patrick Martin (Medef) veut que les premiers jours d'arrêt maladie ne soient plus payés

Le président du Medef, Patrick Martin, propose que les trois premiers jours d'un arrêt maladie, dits jours de carence, ne puissent plus être indemnisés, ni par l'Assurance maladie ni par l'employeur. Une mesure qu'il justifie par la volonté de limiter les arrêts de courte durée. Toujours à la botte du patronat, Sébastien Lecornu va demander aux partenaires sociaux de trouver au moins 600 millions d'euros d'économies sur ce poste. Dans le privé, les trois premiers jours d'un arrêt maladie ne sont pas indemnisés par la Sécurité sociale. Mais de nombreuses entreprises les prennent en charge, par leur convention collective ou un contrat de prévoyance : selon le service statistique du ministère du Travail (Dares), c'était le cas en 2024 de 45% des entreprises d'au moins dix salariés, employant les deux tiers des salariés concernés.

Des économies qui ne doivent pas peser sur les entreprises : «*On nous demande beaucoup d'économies mais ce sont des économies pour l'Etat et pas forcément pour les entreprises*», a souligné Patrick Martin. Il estime toutefois qu'il faut bien agir sur les arrêts de travail. Il pointe notamment la progression des arrêts de courte durée, qui augmente, selon lui, «*d'une manière parfois suspecte*».

Pour le président du Medef, les économies ne doivent pas simplement conduire à déplacer la prise en charge vers les entreprises ou les complémentaires santé. «*Si c'est pour faire supporter aux entreprises et aux salariés, à travers les complémentaires santé, ce que l'Assurance maladie de base ne prendrait plus en charge, ça ne va pas*», a-t-il prévenu. Edouard Philippe affirmait récemment vouloir mettre fin à «*l'open bar*» des arrêts de travail,

en appelant lui aussi à mieux maîtriser ces dépenses. Il se défend de mettre en cause l'ensemble des salariés. Une étude du service statistique du ministère de la Santé (Drees), publiée en 2015, concluait pourtant que les salariés dont la carence est prise en charge ne s'arrêtaient pas plus souvent que les autres, et que leurs arrêts étaient au total plus courts.

Compte personnel de formation : les salariés devront payer jusqu'à 350 euros de malus

Le projet de réforme inclus dans le budget 2027 va faire grimper la participation forfaitaire obligatoire de 150 à 350 euros. Les contours du nouveau serrage de vis du compte personnel de formation, le CPF se précisent. A la clé, entre 300 millions et 350 millions d'euros d'économies attendues par le ministère du Travail, soit une grosse partie de « l'effort » de 2,5 milliards consenti dans le cadre du projet de budget 2027. Cela en imposant aux titulaires de mettre beaucoup plus de leur poche qu'aujourd'hui, 350 euros au lieu de 150 euros.

Considérant que trop de formations ne mènent à rien ou ne servent pas assez les priorités des entreprises ou de la nation, le ministre du Travail, veut « vérifier » chaque achat avec le CPF soit cohérent... avec les souhaits du patronat, évidemment.

La carotte du Medef

Le Medef invite les organisations syndicales et patronales à engager les premiers travaux de l'agenda social d'autonomie. *"Je vous propose d'organiser une première réunion portant sur l'emploi des jeunes courant octobre [...]. Dans la foulée, nous pourrions également nous accorder sur la date de lancement de la négociation sur la valorisation des parcours syndicaux".*

International ; Solidarité internationaliste

Catalogne : rentrée scolaire marquée par des grèves

La rentrée scolaire en Catalogne a eu lieu le 8 septembre, marquée par des grèves, des blocages routiers et des manifestations d'enseignants et d'autres personnels scolaires. Le ministère de l'Éducation a indiqué qu'environ 9,3 % des enseignants ont participé au mouvement, le principal syndicat organisateur, l'USTEC, l'estimait à environ 20 %. A Barcelone, la police locale a dénombré environ 1 800 participants, et les organisateurs jusqu'à 5 000. Ce conflit fait suite à un référendum organisé en juin auprès des enseignants, lors duquel 65,1 % d'entre eux ont voté contre un accord préliminaire entre les autorités et plusieurs syndicats. Plus de 60 000 enseignants ont participé au vote. Leurs revendications portent notamment sur des augmentations de salaire, des classes moins chargées, de meilleures ressources pour les élèves à besoins spécifiques et une amélioration des conditions de travail. Il est significatif que les enseignants aient rejeté un accord déjà négocié par plusieurs syndicats. Cela démontre que les conventions collectives ne se limitent pas à une simple relation entre négociateurs professionnels et employeurs, mais doivent impérativement bénéficier du soutien des travailleurs, ils seront les premiers concernés par ces conditions de travail. Lorsque les membres votent contre, leurs propres syndicats sont également contraints de reprendre les négociations. Les revendications des enseignants illustrent aussi l'interdépendance entre les conditions de travail et la qualité des services publics. Des effectifs scolaires trop importants, un soutien insuffisant à l'éducation inclusive et une lourde charge administrative se traduisent non seulement par des conditions de travail moins favorables pour les enseignants, mais aussi par une réduction du temps et de l'attention à consacrer à chaque élève. Le conflit ne peut donc se réduire à une simple question de salaires. Parallèlement, les autorités ont instauré un effectif minimum important pendant la grève : un enseignant pour trois classes en maternelle, en primaire et au collège/lycée, 50 % du personnel en éducation spécialisée et un tiers en maternelle. Le gouvernement a justifié cette mesure par des impératifs de sécurité et de responsabilité. A l'instar des transports publics, il existe ici une tension entre les services publics essentiels et le droit de grève. Plus le travail des enseignants est crucial pour le fonctionnement quotidien de la société, plus l'impact d'une grève est important – mais aussi plus l'intérêt du capital et de l'État à la limiter est grand. Ce conflit met ainsi en lumière à la fois l'importance stratégique des enseignants et les contraintes institutionnelles limitant leur capacité à exercer ce métier.

Séoul : grève des chauffeurs de bus

Les chauffeurs de bus de Séoul ont suspendu une grève générale prévue pour le 16 septembre après qu'un accord ait été trouvé entre le syndicat et la direction sur une augmentation de salaire de 3,2 % au terme de près de douze heures de négociations. Cependant, le principal point de désaccord – le nombre d'heures travaillées mensuelles servant au calcul du salaire – demeure irrésolu et sera de nouveau soulevé après l'arrêt attendu de la Cour suprême sud-coréenne dans le courant de l'année. Le syndicat exigeait un calcul du salaire sur la base de 176 heures par mois et revendiquait également une augmentation du salaire horaire. La direction et la ville souhaitaient quant à elles utiliser un nombre d'heures plus élevé, réduisant ainsi le taux horaire calculé et a donc un impact sur les primes. Si la grève immédiate a été évitée, le différend relatif à la valorisation du temps de

travail des travailleurs n'est que reporté. Ce conflit a également relancé le débat politique sur le droit de grève. Le maire de Séoul, Oh Se-hoon, a demandé que les bus urbains soient classés comme service essentiel, ceci pourrait contraindre le syndicat à maintenir un service minimal même en cas de futures grèves. Le maire justifie cette mesure par le droit à la mobilité des passagers et l'impact social considérable d'un arrêt de bus. Cet argument explique également le pouvoir de négociation des chauffeurs de bus. Si leur travail était sans importance, il serait inutile de légiférer pour les obliger à continuer de travailler pendant une grève. Le fait que la quasi-totalité de la ville risque d'être affectée par un arrêt de travail n'est pas un abus de pouvoir, mais l'expression de la dépendance du système de transport public à leur égard. Il existe là un véritable conflit social : les citoyens ont besoin de se rendre au travail, à l'école et à l'hôpital, mais ce même besoin peut servir à limiter les possibilités d'amélioration des conditions de travail des employés assurant le fonctionnement du système de transport. Si les services essentiels impliquent automatiquement un droit de grève plus restreint, les travailleurs les plus essentiels risquent, paradoxalement, d'être les moins à même d'exercer leur pouvoir collectif. Le fait qu'un accord ait été conclu quelques heures avant la grève prévue montre également l'efficacité concrète de la menace de grève. Il n'a pas été nécessaire d'interrompre la circulation pour que la menace d'un arrêt de travail modifie la situation lors des négociations. La question centrale du calcul des salaires demeure cependant, et le débat sur la nécessité de légiférer pour limiter le pouvoir de grève futur des chauffeurs devrait également se poursuivre.

Le groupe parlementaire européen du Parti communiste de Grèce (KKE) a vivement critiqué le discours sur l'état de l'Union prononcé par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen

Le groupe parlementaire européen du Parti communiste de Grèce (KKE) a vivement critiqué le discours sur l'état de l'Union prononcé par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, affirmant que les priorités qu'elle a exposées sont « étrangères aux préoccupations et contraires aux intérêts des peuples d'Europe ». Selon le KKE, l'Union européenne cherche à renforcer la position de ses monopoles dans un contexte de concurrence accrue avec les États-Unis et la Chine pour la suprématie au sein de l'économie capitaliste mondiale. Les communistes ont averti que cette rivalité se déroule parallèlement à une intensification des conflits armés et à la perspective d'une nouvelle crise économique capitaliste. Le KKE a notamment dénoncé les projets de création d'un Conseil de sécurité européen et d'un équivalent, au sein de l'UE, de l'article 4 du traité de l'OTAN, arguant que de tels mécanismes accentueraient la militarisation du bloc. Il a également critiqué le soutien accru de l'UE au gouvernement ukrainien — incluant la fourniture de systèmes de défense aérienne Patriot et un financement supplémentaire pour l'économie de guerre — qualifiant ces mesures d'éléments d'une escalade de la confrontation avec la Russie capitaliste. La déclaration accuse la Commission de faire peser le coût de cette stratégie sur les travailleurs par le biais de nouveaux impôts, de mesures d'austérité, de prix élevés de l'énergie, d'horaires de travail allongés et plus flexibles, d'une surveillance numérique accrue et d'une marchandisation poussée des services essentiels. Le parti a également condamné les projets visant à renforcer Frontex et à durcir la politique migratoire de l'UE. Selon le KKE, le mécontentement populaire croissant à l'égard des partis libéraux, sociaux-démocrates et autres formations soutenant l'orientation stratégique de l'UE est de plus en plus canalisé vers des forces d'extrême droite ; celles-ci sont décrites par le parti non pas comme une alternative au système politique, mais comme une réserve utile à ce dernier. Le KKE a conclu que les intérêts des travailleurs ne sauraient être servis par une réforme de l'UE. Il a au contraire appelé à une lutte ouvrière et populaire indépendante visant à rompre avec « le système d'exploitation et de guerre », à se retirer de l'UE, de l'OTAN et de toute alliance impérialiste, et à instaurer le pouvoir des travailleurs.

Venezuela le point de vue des communistes

Au moment où ce numéro [de Tribuna Popular¹¹] partait sous presse, Donald Trump a annoncé que Delcy Rodríguez avait cédé aux États-Unis un cinquième des réserves pétrolières prouvées du Venezuela. Des entreprises américaines contrôleront 17 gisements pétroliers stratégiques renfermant plus de 65 milliards de barils de pétrole brut. Il s'agit d'un transfert d'une ampleur extraordinaire portant sur la principale ressource naturelle du pays. Rodríguez présente ce pillage comme faisant partie de la « renaissance » du Venezuela. Les négociations se sont déroulées dans le secret, sous la conduite du secrétaire d'État américain Marco Rubio et du secrétaire à la Guerre Pete Hegseth. Trump lui-même a qualifié cet accord de « plus important contrat pétrolier de l'histoire mondiale » et a souligné que, grâce à cette alliance, les États-Unis doubleraient pratiquement leurs réserves de pétrole brut. L'ampleur de l'accord explique également pourquoi Washington tient à garder secrètes les modalités de ce transfert de ressources. L'administration illégitime et illégale de Delcy Rodríguez souhaite que le peuple vénézuélien perçoive cet afflux de capitaux américains comme une politique de relance économique ; pourtant, c'est Washington qui expose le plus clairement ses objectifs. Marco Rubio a déclaré que l'accord permettrait aux États-Unis de s'assurer des réserves stables et du pétrole à bas coût pour leur marché. Il ne s'agit donc pas d'une convergence d'intérêts entre deux pays sur un pied d'égalité, mais bien d'une politique américaine visant à garantir ses propres intérêts énergétiques et économiques concernant les ressources vénézuéliennes. La situation

est particulièrement honteuse pour ceux qui, durant des années, ont fondé leur discours politique sur la défense de la souveraineté et la dénonciation de l'impérialisme américain. Le triumvirat actuellement au pouvoir — composé du frère et de la sœur Rodríguez ainsi que de Diosdado Cabello — a fini par subordonner la politique économique nationale aux impératifs de sa propre survie politique. Ceux-là mêmes invoquant autrefois l'indépendance nationale présentent désormais comme une réussite l'intégration d'entreprises américaines dans la gestion d'une part substantielle des réserves pétrolières du pays. Une fois de plus, les faits démontrent que le prétendu anti-impérialisme de la direction du PSUV s'est réduit à une rhétorique destinée à masquer une politique de subordination croissante. La rhétorique fondée sur la souveraineté s'effondre face aux accords conclus avec Washington, tandis que la défense des intérêts nationaux cède la place à la quête d'investissements et de soutien politique de la part de la puissance même ayant bombardé le pays. Les familles Rodríguez et Cabello sont ainsi devenues les chiens de garde de la Maison Blanche, chargées de veiller aux intérêts de Washington au sein du Venezuela. Cette surveillance et c'est là la différence ne s'exerce plus depuis un poste de garde tapi dans l'ombre, mais depuis le palais présidentiel de Miraflores.

Syndicats britanniques : Appel au boycott des produits israéliens

Le Trade Union Congress représentant plus de 5 millions de salariés au Royaume-Uni, a adopté lors de son congrès une motion pour le Boycott, Désinvestissement et Danctions (BDS) contre Israël¹². Cette motion appelle à mettre fin à la complicité dans la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza et dans la violence des colons en Cisjordanie occupée.

Japon : manifestations contre la militarisation

Depuis le début de l'année 2026, et plus spécifiquement depuis le mois de mars, plusieurs dizaines de milliers de militants se sont retrouvés dans plusieurs villes et lieux majeurs de la vie politique japonaise pour protester contre le changement constitutionnel proposé par la nouvelle première ministre d'extrême droite Sanae Takaichi.

En effet, celle-ci tente aujourd'hui de changer à nouveau l'article 9 de la constitution japonaise d'après-guerre. Celui-ci rappelle que le Japon est un pays pacifiste et interdit le recours à la guerre, il est considéré comme un des articles les plus importants de la constitution japonaise. Depuis sa mise en place il est contesté par les élus de droite et d'extrême droite qui le considère comme une humiliation pour le pays et une façon de le rendre subalterne aux Etats-Unis. Des amendements ont donc été ajoutés à l'article pour permettre l'existence d'une « force d'autodéfense » et par la suite la possibilité pour celle-ci d'être présente sur les théâtres d'opérations militaires de ses alliés.

Récemment, Donald Trump a aussi fait la demande d'une militarisation plus avancée de ses alliés dans le pacifique ce qui a probablement été un facteur pour le lancement de cette révision constitutionnelle. Sanae Takaichi propose d'augmenter les dépenses de défenses ainsi que d'assouplir les restrictions d'exportations d'armes japonaises. Ultimement elle est aussi partisane d'un changement complet de l'article 9 pour faire des forces d'autodéfenses japonaise une véritable armée conventionnelle.

Du fait de la majorité de sa famille politique à la chambre basse de la Diète japonaise il est probable qu'elle réussisse son pari de révision, malgré tout, il est très clair que la population japonaise ne veut pas se départir de son pacifisme. Entre mars et juin, 3 manifestations extrêmement importante ont eu lieu devant la Diète (au total sur les trois près de 100 000 personnes ont été recensés) et des manifestations ont encore lieu devant la Diète à Tokyo depuis le début du mois de septembre.

Les salariés allemands de l'automobile en grève

Des salariés de Volkswagen, BMW et de l'équipementier Bosch ont manifesté en Allemagne. Elles interviennent à un moment où l'automobile, secteur industriel le plus important d'Allemagne, fait face à d'importantes suppressions d'emplois, à la menace d'une délocalisation de la production, voire à des fermetures d'usines.

[Les deux scrutins locaux du dimanche 20 septembre](#), à Berlin et dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale, où le parti du chancelier Friedrich Merz a été balayé, témoignent également du mécontentement grandissant en Allemagne. (Lien vers articles site)

«En raison de leur inaction et de leurs erreurs de jugement désastreuses, la plupart des dirigeants n'ont pas su suivre le rythme des évolutions en matière de mobilité électrique, de numérisation et de technologie des batteries, ce qui a entraîné un retard de l'industrie automobile allemande et de ses équipementiers», dénonc Horst Ott, directeur régional du syndicat IG Metall en Bavière.

Plus de 10.000 salariés de Volkswagen se sont réunis devant le siège social du groupe, à Wolfsburg en Allemagne,

Le PDG de Volkswagen accueilli sous les huées : *«Notre plan pour l'avenir constitue le plus vaste programme de transformation de l'histoire de notre entreprise. Pour le mener à bien, chacun doit désormais se mobiliser»,* a déclaré Olivier Blume.

La représentante des salariés, Daniela Cavallo, a estimé que la confiance envers la direction, «*et particulièrement envers Oliver Blume*», avait été «*entachée*», tout en précisant qu'elle n'était «*pas encore irrémédiablement rompue*». Ouf ! On peut collaborer.

Confronté à la concurrence chinoise, au recul de ses bénéfices en Chine et au coût des droits de douane américains, Volkswagen fait aussi face à une baisse de sa rentabilité et à une surcapacité. Une partie du problème est liée à l'accélération de la demande de véhicules électriques et souligne la dépendance persistante du secteur vis-à-vis des moteurs à combustion qui, depuis des décennies, tirent la première économie d'Europe.

La direction n'a toutefois annoncé aucune avancée, alors que la production doit cesser dès l'an prochain à Osnabrück. Quatre autres usines – Emden, Zwickau, Neckarsulm et Hanovre – n'ont plus de perspectives au-delà de 2030.

Un plan alternatif ?

Les représentants des salariés de Volkswagen et le Land de Basse-Saxe, deuxième actionnaire du constructeur, ont par ailleurs élaboré des propositions alternatives de redressement qu'ils prévoient de présenter lors d'une réunion du conseil de surveillance.

Jusqu'à 8.000 postes supprimés : face à la pression concurrentielle, BMW emboîte le pas à Mercedes et Volkswagen et rationalise ses effectifs.

Le constructeur allemand de véhicules premium BMW veut supprimer 8000 postes, dont une majorité en Allemagne. Le groupe, emploie environ 154000 personnes dans le monde, souhaite supprimer 8000 emplois sur base du volontariat ! La majorité des postes concernés seront en Allemagne. Quelque 40000 des 85000 salariés dans le pays recevront à partir d'octobre une offre de départ volontaire.

Argentine : La "Marche de la colère"

Des milliers de manifestants se sont rassemblés dans les rues de Buenos Aires. Organisée principalement par des partis et organisations de gauche (regroupés sous le front *FIT-U*), cette mobilisation vise à canaliser le rejet populaire face aux réformes économiques. Le mouvement social en Argentine est marqué par une intensification de la contestation contre le gouvernement de Javier Milei, culminant tout récemment avec la "*Marche de la colère*" (ou *Marcha de la Bronca*).

Les manifestants réclament :

- L'augmentation immédiate des salaires, des retraites et des aides sociales face à une inflation étouffante.
- L'arrêt des vagues de licenciements et la réintégration des travailleurs touchés.
- L'abrogation de la législation d'austérité et des privilèges accordés aux grands investisseurs internationaux.

Les organisations de gauche accentuent également la pression sur les grandes centrales syndicales traditionnelles afin qu'elles décrètent une nouvelle grève générale nationale.

Accusant : la CGT (Confédération générale du travail) et la CTA (Centrale des travailleurs d'Argentine) de passivité ou de négocier en coulisses.

[1 https://carte.cgt.fr/carto/carte/29septembre/](https://carte.cgt.fr/carto/carte/29septembre/)

[2 https://www.cheminotcgt.fr/communiquer/?utm_source=chatgpt.com](https://www.cheminotcgt.fr/communiquer/?utm_source=chatgpt.com)

[3 https://cgtservicespublics.fr/les-luttes/actualite-des-luttes-2026/mobilisations-nationales/29-septembre-2026/article/75-comite-des-syndicats-ville-de-paris-preavis-de-greve-pour-le-29-septembre?utm_source=chatgpt.com](https://cgtservicespublics.fr/les-luttes/actualite-des-luttes-2026/mobilisations-nationales/29-septembre-2026/article/75-comite-des-syndicats-ville-de-paris-preavis-de-greve-pour-le-29-septembre?utm_source=chatgpt.com)

[4 https://www.ledauphine.com/social/2026/09/21/ils-veulent-nous-faire-peur-l-inspection-du-travail-dans-la-tourmente](https://www.ledauphine.com/social/2026/09/21/ils-veulent-nous-faire-peur-l-inspection-du-travail-dans-la-tourmente)

[5 https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/libertes-syndicales/la-cgt-refuse-la-mise-au-pas-de-deux-inspecteurs-du-travail](https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/libertes-syndicales/la-cgt-refuse-la-mise-au-pas-de-deux-inspecteurs-du-travail)

[6 https://cloud.cgt.fr/index.php/s/GedeppQn43SKi2e?dir=/&editing=false&openfile=true](https://cloud.cgt.fr/index.php/s/GedeppQn43SKi2e?dir=/&editing=false&openfile=true)

[7 https://cgttransports.fr/keolis-grand-paris-seine-orly-la-justice-donne-raison-a-la-cgt-et-au-droit-de-greve/](https://cgttransports.fr/keolis-grand-paris-seine-orly-la-justice-donne-raison-a-la-cgt-et-au-droit-de-greve/)

[8 https://lacfdaltice.com/cession-de-sfr-quels-impacts-sur-vos-avantages/](https://lacfdaltice.com/cession-de-sfr-quels-impacts-sur-vos-avantages/)

[9 https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2026/09/Tribune_GIP3108_v3-ok-READYTOPRINT.pdf](https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2026/09/Tribune_GIP3108_v3-ok-READYTOPRINT.pdf)

[10 https://ugictcgt.fr/cp-barometre-cadres-2025/?utm_source=chatgpt.com](https://ugictcgt.fr/cp-barometre-cadres-2025/?utm_source=chatgpt.com)

[11 https://prensapcv.wordpress.com/2026/09/11/editorial-the-white-houses-watchdogs/](https://prensapcv.wordpress.com/2026/09/11/editorial-the-white-houses-watchdogs/)

[12 https://www.aljazeera.com/news/2026/9/16/uk-trade-unions-back-motion-to-boycott-and-sanction-israel?utm_source=chatgpt.com](https://www.aljazeera.com/news/2026/9/16/uk-trade-unions-back-motion-to-boycott-and-sanction-israel?utm_source=chatgpt.com)

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél:

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource
que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.*

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement